

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel
Pôle environnement et guichet unique ICPE

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

58-2016-12-23-007

ARRÊTÉ

prescrivant la réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles au droit et en aval de l'ancienne décharge d'ordures ménagères, située sur le territoire de la commune de LA MACHINE

**Le PRÉFET DE LA NIÈVRE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 fixant la mise à l'arrêt définitif et remise en état d'un site sur lequel des installations classées soumises à autorisation ont été exploitées,
- VU** le code de l'environnement et, plus particulièrement, les 2^{ème} et 3^{ème} alinéas du I de l'article R. 512-39-3, fixant les mesures de maîtrise des risques liées aux eaux souterraines et aux eaux superficielles, ainsi que la surveillance à exercer,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 74-7278 du 14 octobre 1974, portant autorisation au Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de la région de DECIZE à LA MACHINE d'installer et d'exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de LA MACHINE (établissement de 2^{ème} classe),
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, complétant l'arrêté précité, portant autorisation au Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères de la région de DECIZE à LA MACHINE d'installer et d'exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de LA MACHINE et mutant ladite autorisation au profit de la Société d'Économie Mixte de La Machine (SEMMA) à LA MACHINE,
- VU** l'arrêt rendu le 20 décembre 1994 par le tribunal administratif de DIJON, suite à la requête de l'association de défense de l'environnement du Sud-Nivernais, annulant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, ayant autorisé la Société d'Économie Mixte de La Machine (SEMMA) à exploiter la décharge de LA MACHINE,
- VU** l'étude initiale effectuée en mars 2001 par la société FAIRTEC, laissant apparaître un doute sur l'impact du massif de déchets laissé en place sur la nappe phréatique et les eaux superficielles,
- VU** l'étude complémentaire réalisée en juillet 2002 par la même société, faisant ressortir la présence d'une quantité importante de lixiviats,

- VU les résultats d'analyses effectuées en 2004, montrant une évolution de la composition saline et l'augmentation des sels de fer, traduisant une perte d'étanchéité du massif de déchets toujours présent et contredisant les conclusions des études antérieures,
- VU la tierce expertise, y compris les différents rapports réalisés par le bureau d'études CSD AZUR, transmis à l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2009,
- VU la correspondance de M. le préfet de la Nièvre en date du 9 juillet 2010 adressée à Mme la présidente du SIOM de LA MACHINE, lui demandant de finaliser le dossier de réhabilitation de la décharge,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-P-3113 du 21 décembre 2010, mettant en demeure Mme la présidente du Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, dont le siège est situé ZA « La Copine » sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre), de fournir un dossier de réhabilitation définitif concernant l'ancienne décharge de LA MACHINE,
- VU le rapport de collecte et de synthèse des données existantes, référencé n° 65 811/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, confirmant, entre autres, l'insuffisance des études précédentes,
- VU la note sur le diagnostic des ouvrages de contrôle, rédigée par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmise à l'inspection des installations classées, en date du 13 avril 2012, constatant la défectuosité de certains ouvrages de contrôle, d'où la nécessité de procéder à leur remplacement,
- VU le cahier des charges sur le marché de travaux et les clauses techniques particulières C.C.T.P., référencé n° 68 063/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant un descriptif détaillé des travaux de réaménagement des fossés périphériques de la décharge,
- VU le rapport de synthèse des investigations analytiques sur les eaux de surfaces et eaux souterraines, référencé n° 71 721/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en juillet 2013, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, s'attachant à quantifier l'impact du massif de déchets sur le milieu avoisinant,
- VU les différents rapports de campagne de prélèvements des eaux de surface et des eaux souterraines, référencés n° 72 959/A, n° 78 095/A et n° 81 847/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, respectivement en novembre 2013, en octobre 2014 et 2015, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant l'évaluation de l'impact du massif de déchets sur le milieu environnant,
- VU les différents dossiers, marché de travaux de remise en état (cahier des clauses administratives, des clauses techniques particulières, acte d'engagement, etc.), diagnostic amiante, référencés n° 74 340/A et n° 74 888/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, en mars 2014, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, précisant les divers travaux de réaménagement de la décharge,
- VU le dossier de récolement des travaux de remise en état définitif de l'ancienne décharge de La Machine, référencé n° 81 969/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2015, pour le compte pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant, entre autres, les divers travaux de réaménagement de la décharge,
- VU la visite réalisée par l'inspection des installations classées, le 15 octobre 2015, en présence du bureau d'études, des représentants du SIOM de LA MACHINE et des responsables de l'entreprise ayant répondu à l'appel d'offres, afin de constater la fin des travaux de réaménagement de la décharge,
- VU le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, référencé n° 82 163/A, rédigé

par le bureau d'études ANTÉA, pour le compte pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmis en date du 23 février 2016 à l'inspection des installations classées, présentant des mesures de gestion complémentaires portant, entre autres, sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles, ainsi que sur les eaux de la résurgence minière de la RD 271,

VU le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 8 décembre 2016,

VU l'avis émis par le conseil départemental des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Nièvre lors de sa séance du 20 décembre 2016,

CONSIDÉRANT que, depuis l'exploitation et la fermeture de la décharge, divers changements ont été demandés (mutation d'exploitation, changement de raison sociale, etc.),

CONSIDÉRANT que par jugement en date du 20 décembre 1994, le tribunal administratif de DIJON a annulé l'arrêté d'autorisation préfectoral n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, entraînant par la suite la fermeture de la décharge de LA MACHINE,

CONSIDÉRANT que de ce fait, le Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, dont le siège est situé ZA « La Copine » sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre), est désigné comme étant le dernier exploitant de la décharge et, qu'à ce titre, il est redevable, dans le cadre de la fermeture définitive du site de sa remise en état, conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le massif de déchets a été déposé à même le sol, sans barrière de perméabilité en fond de dépôt, au-dessus d'anciens travaux miniers,

CONSIDÉRANT que l'étude hydrologique du site a fait apparaître des transferts de pollution, aussi bien aux abords immédiats de la décharge qu'en des points plus éloignés, via les travaux miniers,

CONSIDÉRANT que des arrivées d'eaux de résurgences minières ont été mises en évidence au droit du site (débits faibles par rapport à la nappe, eaux d'exhaure des puits Baudras, sous le massif de déchets) et à l'aval proche (contribution notable par rapport à la nappe),

CONSIDÉRANT que les rapports susvisés, transmis en mai 2009, et plus particulièrement le rapport intitulé « avant-projet sommaire » portant sur les études et maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge ne sont pas apparus suffisants à l'élaboration d'un projet final d'aménagement, au regard de la réglementation en vigueur,

CONSIDÉRANT que les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010, susvisé, prises à l'encontre de Mme la présidente du Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, ont permis, entre autres, d'approfondir la recherche et la caractérisation des différentes sources de pollutions potentielles et de leurs impacts au niveau des sols et des eaux souterraines, et d'autre part, de définir, par la suite, un choix de réaménagement adapté à la situation actuelle,

CONSIDÉRANT que le rapport susvisé, portant sur la collecte et la synthèse des données existantes, référencé n° 65 811/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, a confirmé l'insuffisance des études précédemment réalisées,

CONSIDÉRANT que la note susvisée, portant sur le diagnostic des ouvrages de contrôle, rédigée par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmise à l'inspection des installations classées, en date du 13 avril 2012, a permis de constater la défectuosité de certains ouvrages de contrôle et, en conséquence, de procéder à leur remplacement,

CONSIDÉRANT que le cahier des charges, susvisé, sur le marché de travaux et les clauses techniques particulières C.C.T.P., référencé n° 68 063/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2012,

pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant un descriptif détaillé des travaux de réaménagement des fossés périphériques, a contribué, à travers les travaux effectués au rétablissement de l'écoulement des eaux superficielles de la décharge,

CONSIDÉRANT que le rapport, susvisé, de synthèse des investigations analytiques sur les eaux de surfaces et eaux souterraines, référencé n° 71 721/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en juillet 2013, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, a permis de quantifier l'impact du massif de déchets sur le milieu naturel avoisinant,

CONSIDÉRANT que les différents rapports, susvisés, de campagne de prélèvements des eaux de surface et des eaux souterraines, référencés n° 72 959/A, n° 78 095/A et n° 81 847/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, respectivement en novembre 2013, en octobre 2014 et 2015, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, ont permis de mieux évaluer l'impact du massif de déchets sur le milieu environnant,

CONSIDÉRANT que les différents dossiers, susvisés, marché de travaux de remise en état (cahier des clauses administratives, des clauses techniques particulières, acte d'engagement, etc.), diagnostic amiante, référencés n° 74 340/A et n° 74 888/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, en mars 2014, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, ont présenté les divers travaux de réaménagement de la décharge,

CONSIDÉRANT que le dossier de récolement des travaux de remise en état définitif de l'ancienne décharge de LA MACHINE, référencé n° 81 969/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2015, pour le compte pour le compte du SIOM de LA MACHINE, a bien présenté, entre autres, les divers travaux de réaménagement de la décharge,

CONSIDÉRANT que la visite, susvisée, réalisée par l'inspection des installations classées, le 15 octobre 2015, en présence du bureau d'études, des représentants du SIOM de LA MACHINE et des responsables de l'entreprise ayant répondu à l'appel d'offres, a permis de constater la fin des travaux de réaménagement de la décharge,

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, susvisé, référencé n° 82 163/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmis en date du 23 février 2016 à l'inspection des installations classées, recommande explicitement des mesures de gestion complémentaires portant, entre autres, sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles, ainsi que sur les eaux de la résurgence minière de la RD 271,

CONSIDÉRANT que l'exploitation de la décharge de LA MACHINE a eu, pendant plusieurs décennies, un impact avéré sur l'état environnemental du site,

CONSIDÉRANT que ce site est répertorié dans la base nationale de données « BASOL » concernant les sites et sols pollués, du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer,

CONSIDÉRANT, que la pollution résiduelle identifiée dans les sols, le sous-sol et dans les eaux souterraines situées à l'aplomb du site est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé,

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions et en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles, ainsi que sur les eaux de la résurgence minière de la RD 271, sera prescrite à monsieur le président du SIOM de LA MACHINE, par arrêté préfectoral complémentaire,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre,

A R R Ê T E

ARTICLE 1. CHAMP D'APPLICATION

Le Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, dont l'adresse du siège est située ZA « La Copine », sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre), est tenu de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants relatifs à son ancienne décharge d'ordures ménagères située sur la commune de LA MACHINE.

ARTICLE 2. SURVEILLANCE PIÉZOMÉTRIQUE DU SITE

Le SIOM de LA MACHINE assure et coordonne la surveillance de la qualité des eaux souterraines situées au droit de son ancien site. Les piézomètres portant les repères PZ1 (amont), PZ8 (latéral) et PZ9 (aval) sur le plan annexé au présent arrêté, dont les caractéristiques et les lieux d'implantation ont été transmis à l'inspection des installations classées par le SIOM de LA MACHINE, sont utilisés comme points de prélèvement.

Cette surveillance comporte systématiquement un relevé du niveau piézométrique des eaux, référencé en cotes NGF, et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eau pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents.

L'organisme en charge du contrôle devra prévenir préalablement les propriétaires des parcelles de terrain de la date à laquelle le prélèvement sera effectué ; idem, aux personnes assurant la maintenance des ouvrages.

Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvement et suivant la fréquence et les paramètres repris dans le tableau ci-après :

Points de prélèvements référéncés sur le plan annexé au présent arrêté	Fréquences	Paramètres*
Piézomètre amont : PZ1 Piézomètre latéral : PZ8 Piézomètre aval : PZ9	Deux fois par an : - une analyse en période de basses eaux, - une analyse en période de hautes eaux.	- <i>paramètres physico-chimiques</i> : température, pH, potentiel d'oxydoréduction - <i>paramètres globaux et indices</i> : hydrocarbures totaux avec répartition de la chaîne carbonée, DCO, DBO ₅ - <i>cations, anions et éléments non métalliques</i> : hydrogénocarbonates, azote Kjeldahl, nitrates, ammonium, chlorures, sulfates - <i>éléments traces métalliques</i> : As, Fe, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Cd, Ba, Sr, Li, K ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , Na ⁺ - <i>composés organo-halogénés volatils</i> (COHV) dont le chlorure de vinyle - <i>composés aromatiques volatils</i> (CAV)

* selon norme en vigueur

Les prélèvements d'échantillons et analyses sont effectués selon les normes applicables.

Les résultats des analyses pratiquées sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés en cotes référencées NGF, ainsi que tous les commentaires utiles à leur compréhension et interprétation.

Chaque envoi est complété d'un plan détaillé, reprenant la localisation des ouvrages de prélèvement et précisant le sens d'écoulement de la nappe.

Pendant toute la période du suivi de la qualité des eaux souterraines, l'organisme en charge du contrôle devra vérifier que les ouvrages de prélèvement sont protégés de tout risque de détérioration. En particulier, les têtes de chaque piézomètre doivent être maintenues étanches et chaque capot de protection doit être maintenu en bon état. En cas de détérioration, l'organisme de contrôle devra le signaler et le notifier à l'exploitant et à l'inspection des installations classées. En outre, un périmètre de 2 mètres de rayon autour de chaque ouvrage doit être maintenu propre, sans végétation et/ou broussaille, ainsi qu'un espace d'accès d'environ 3 mètres de largeur.

Tout déplacement de piézomètres, en cas de contrainte avérée, doit être dûment justifié et soumis préalablement à l'avis du préfet. La mise en œuvre d'un nouvel ouvrage, ainsi que le comblement d'un ouvrage existant, doivent être réalisés suivant les règles de l'art et dans le respect des normes en vigueur, par des entreprises spécialisées. Les frais engagés dans ce cadre sont entièrement pris en charge par la personne ou la personne morale à l'initiative de la demande.

ARTICLE 3. SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES EAUX DE LA RÉSURGENCE MINIÈRE

Le SIOM de LA MACHINE est également tenu de suivre la qualité des eaux superficielles et les eaux de la résurgence minière de la RD 271.

L'organisme en charge du contrôle devra prévenir préalablement les propriétaires des parcelles de terrain de la date à laquelle le prélèvement sera effectué.

Les fréquences et paramètres d'analyses, ainsi que les modalités de prélèvement des eaux superficielles et les eaux de la résurgence minière, sont définis dans le tableau suivant :

Lieux de prélèvement (repérés sur le plan annexé)	Fréquence	Paramètres*
Fossé amont	Deux fois par an dont :	- <i>paramètres physico-chimiques</i> : température, pH, potentiel d'oxydoréduction
Fossé aval		- <i>paramètres globaux et indices</i> : hydrocarbures totaux avec répartition de la chaîne carbonée, DCO, DBO ₅
Résurgence minière		- <i>cations, anions et éléments non métalliques</i> : hydrogénocarbonates, azote Kjeldahl, nitrates, ammonium, chlorures, sulfates - <i>éléments traces métalliques</i> : As, Fe, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Cd, Ba, Sr, Li, K ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , Na ⁺ - <i>composés organo-halogénés volatils</i> (COHV) dont le chlorure de vinyle - <i>composés aromatiques volatils</i> (CAV)

* selon normes en vigueur

ARTICLE 4. BILAN QUADRIENNAL

À l'issue de chaque période de surveillance de quatre années, à compter de la date du présent arrêté, le SIOM de LA MACHINE adresse au préfet, dans les trois mois suivant le dernier prélèvement, un bilan quadriennal récapitulatif de l'évolution des résultats obtenus sur la période considérée, accompagné des commentaires appropriés.

Au vu des résultats, et sur propositions formulées et justifiées par le SIOM de LA MACHINE, les modalités et la teneur du programme de surveillance pourront être revues par l'inspection des installations classées.

En cas d'augmentation ou de diminution des teneurs sur les paramètres surveillés, due aux anciennes activités, les modalités et la teneur du programme de surveillance pourront également être modifiées à l'initiative de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5. ARRÊT DE LA SURVEILLANCE

Au vu des résultats, et sur propositions formulées et justifiées par le SIOM de LA MACHINE, et/ou par l'inspection des installations classées, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et/ou superficielles prescrite par le présent règlement, pourra être arrêtée.

Tout arrêt total de cette surveillance ne pourra être prononcé que par un arrêté préfectoral.

ARTICLE 6. DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré au tribunal administratif de Dijon par le président du SIOM de LA MACHINE dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de cet arrêté ou par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cet arrêté.

ARTICLE 7. NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié au président du SIOM de LA MACHINE.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LA MACHINE, et tenue à la disposition du public. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumis le président du SIOM de LA MACHINE, est affiché pendant un mois à la porte de cette mairie par les soins du maire.

ARTICLE 8. EXÉCUTION – NOTIFICATION

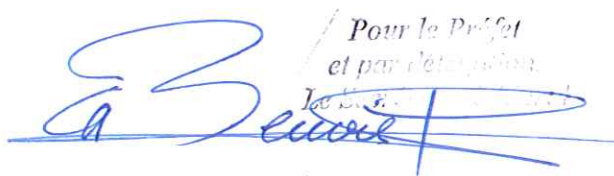
Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le maire de LA MACHINE,
- M. le maire de CHAMPVERT,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne - Franche-Comté,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le directeur départemental des territoires de la Nièvre,
- M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne - Franche-Comté,
- M. le directeur territorial de Nevers de l'agence régionale de santé de Bourgogne - Franche-Comté,
- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Nièvre,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la Nièvre,
- M. l'adjoint au responsable de l'unité départementale Nièvre-Yonne, DREAL Bourgogne - Franche-Comté, responsable de l'antenne de Nevers,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

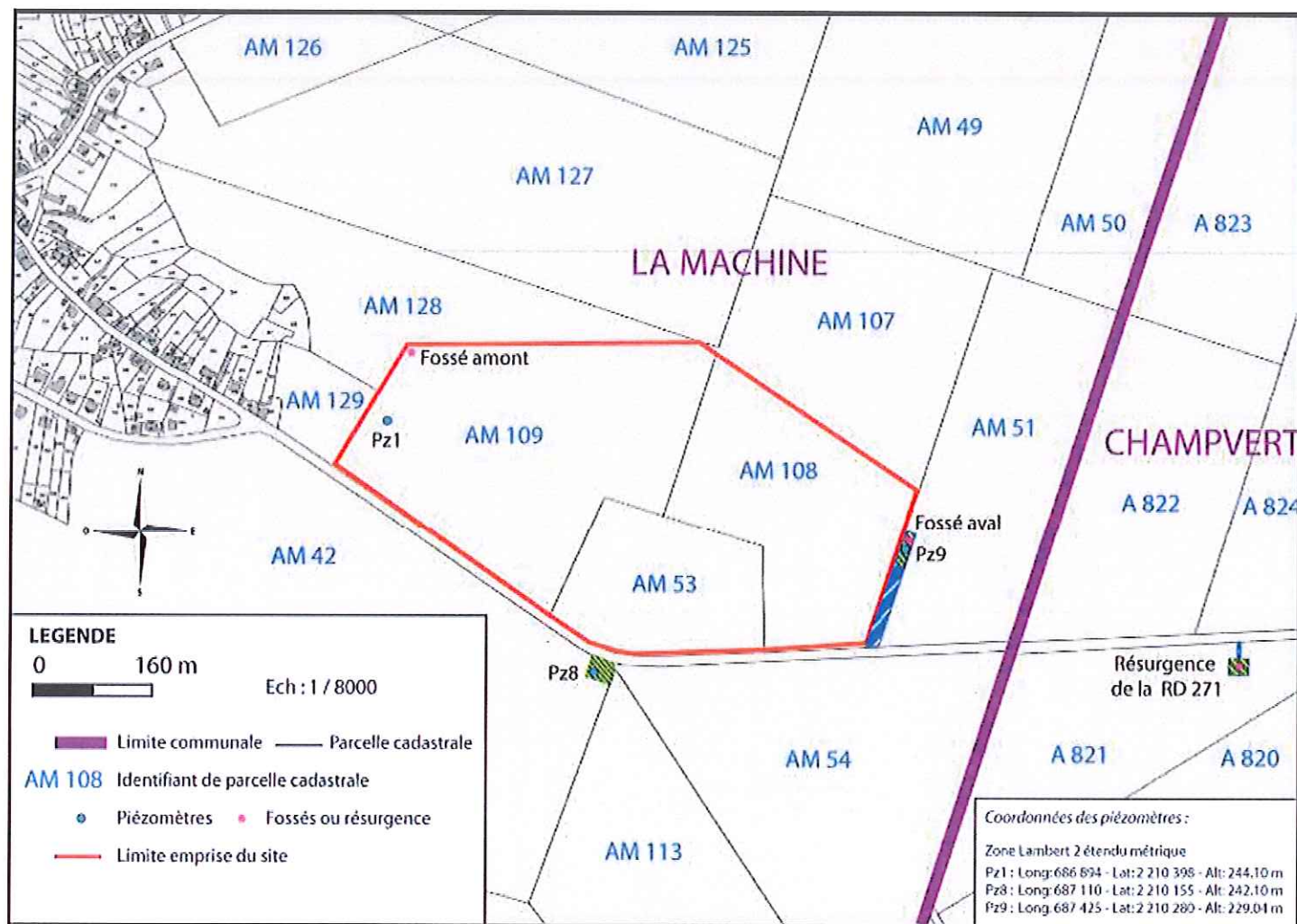
Fait à Nevers, le 23 DEC. 2016

Le Préfet


Pour le Préfet
et par délégation
Olivier BENOIST

ANNEXE

Plan de localisation des points de suivi et des piézomètres



Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le : 23 DEC. 2016

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Olivier BENOIST

